

## Du franc CFA à l'euro : Joseph Tchuindjang Pouemi, monnaie, servitude et liberté

mardi 28 août

[Share on print](#)[Share on facebook](#)[Share on email](#)[Share on twitter](#)  
[More Sharing Services](#)

Redécouvrir l'œuvre de Joseph Tchuindjang Pouemi n'est pas seulement se pourvoir d'un moyen essentiel pour « *comprendre les douleurs de l'Afrique* », mais plus généralement pour resituer la monnaie comme « *phénomène social par essence* ». Alors que règne aujourd'hui, notamment dans les zones euro et dollar, un monétarisme qui considère la monnaie comme une valeur en soi, Tchuindjang Pouemi nous montre au contraire qu'elle est une allocation de crédit dont la légitimité dépend de l'usage que l'on en fait.



Joseph Tchuindjang Pouemi (1937-1984) nous montre que la monnaie n'est qu'une allocation de crédit dont la légitimité dépend de l'usage que l'on en fait.

Elle est en ce sens l'attribut de toute souveraineté nationale car de son allocation dépend le futur que l'on veut donner à son pays. Il n'est donc pas étonnant que toute oligarchie veuille cacher ce rôle et en faire l'instrument de son pouvoir pour perpétuer sa domination au détriment des peuples. Au début de son livre, *Monnaie, servitude, liberté : la répression monétaire en Afrique*, écrit en 1979-1980, l'économiste camerounais met bas les masques : « *Il convient qu'en Afrique la monnaie cesse d'être le territoire du tout petit nombre de "spécialistes" qui jouent aux magiciens.* » Et il ajoute : « *Aujourd'hui, faute d'accorder aux questions monétaires l'attention qu'elles méritent, l'Afrique inflige à ses enfants, et plus encore à ceux qui ne sont pas encore nés, des souffrances tout à fait gratuites.* »

Nous sommes aujourd'hui en août 2012, plus de trente ans après que Tchuindjang Pouemi eut publié son ouvrage, et non seulement sa critique dévastatrice du franc CFA reste plus juste que jamais, mais elle s'applique tout aussi bien à l'euro, car dans les deux cas, ceux qui ont inspiré la création de ces monnaies se sont abreuvés et s'abreuvent à la même source. Il est ainsi ironique - mais logique - que les maux infligés aux peuples colonisés par les anciens colonisateurs soient aujourd'hui infligés par ceux-ci à leurs propres peuples. Le dénominateur commun est le viol des souverainetés nationales et des libertés individuelles au profit d'une

même oligarchie, inspirée par une tradition monétariste qui remonte aux cités grecques prédatrices et trouve aujourd'hui son expression dans l'impérialisme monétariste de ses successeurs financiers et marchands anglo-américains. Ceux qui ont condamné Socrate sont toujours les ennemis, sous une autre apparence physique mais issus d'une même matrice idéologique, que nous devons combattre et écarter du pouvoir.

Disciple de [Maurice Allais](#) et ayant présenté sa thèse de sciences économiques sous la direction de Pierre Massé, Tchuindjang Pouemi s'inscrit dans [la tradition française de l'économie physique productive et de la planification indicative](#), à l'opposé du néo-libéralisme dominant depuis plus de quarante ans dans le monde. Je me sens d'autant plus proche de lui qu'il a commencé ses études à Clermont-Ferrand, dans cette Auvergne dont vient toute ma famille, et que j'ai moi-même rencontré Allais et ses proches en partageant un engagement commun pour la séparation des banques d'affaires, de dépôt et de crédit - le Glass-Steagall de Roosevelt, [repris en France](#) et rattaché à notre conception de Banque nationale et d'un Conseil national du crédit. Ainsi l'on peut dire, ironiquement, que le jeune économiste partisan de l'indépendance du Cameroun appartenait à l'école française de science économique, alors que les colonialistes néo-libéraux se trouvaient, eux, du côté de l'école monétariste britannique !

La monnaie, expression de la souveraineté, est pour Tchuindjang Pouemi l'élément essentiel à examiner pour voir si derrière les belles paroles, il y a des actes qui les incarnent. Or « *le franc CFA est en fait un instrument de la permanence de la colonisation française en Afrique... La France est le seul pays au monde à avoir réussi l'extraordinaire exploit de faire circuler sa monnaie, et rien que sa monnaie, dans des pays politiquement libres* ». Aujourd'hui, trente ans après, la situation de dépendance de l'Afrique n'a pas changé. Les Etats qui relèvent du franc CFA n'ont aucune maîtrise de leur monnaie. Le fait que le Trésor public français soit placé au-dessus des banques centrales BCEAO et BEAC constitue un viol de souveraineté. Ainsi la dévaluation de 50 % en 1994 a sapé les fondements d'une classe moyenne émergente et servi uniquement les fortunes colossales de l'oligarchie au pouvoir, qui met ses avoirs à l'abri dans des paradis fiscaux et achète d'immenses propriétés immobilières en Europe. Quitte à faire éduquer ses enfants, se soigner et mourir chez nous ou aux Etats-Unis, faute d'avoir prévu des investissements sociaux dans son propre pays. Cela a été bien entendu aggravé par le fameux consensus de Washington, que le Fonds monétaire international (FMI) a appliqué en exigeant que les pays africains pratiquent des coupes claires dans les budgets sociaux, d'éducation et d'infrastructure. Provoquant à la suite une émigration que les pays européens ne veulent plus accueillir et chassent avec leurs bateaux, leurs avions et leur police. Ainsi s'est mise en place cette machine infernale, avec sa conséquence : les terribles inégalités sociales en Afrique et les « problèmes » de l'immigration chez nous, avec désormais en Europe une forme de ségrégation intérieure redoublant le néo-colonialisme par la monnaie à l'extérieur.

Le franc CFA avait d'ailleurs été créé avant les indépendances, puis simplement rebaptisé après, sans que son mécanisme fondateur n'en soit modifié. Il a servi ainsi de relais aux politiques de ce FMI que Tchuindjang Pouemi traitait à juste titre de « fonds de misère instantanée », n'en déplaise à Mme Lagarde, M. Strauss-Kahn et tous ceux qui les ont promus.

L'économiste camerounais voulut toujours rester un professeur auprès de ses élèves, pour former les générations futures à Yaoundé, Douala et Abidjan, hors du cercle de déraison de la politique compradore des « élites » africaines. Il refusa donc les propositions que lui firent Ahidjo ou Houphouët Boigny d'entrer dans leurs gouvernements. Universitaire, il était en même temps une référence de morale et de justice politique, et si l'on ne sait pas exactement s'il mourut assassiné, sa disparition servit bien les intérêts en place à un moment où se consolidaient l'exploitation et l'injustice.

Ma pensée va ici aussi à Thomas Sankara, Sylvanus Olympio et Félix-Roland Moumié, qui menèrent le combat politique pour la justice et le payèrent de leur vie, ainsi qu'à mon ami

Renaud Vignal, qui dirigeait le cabinet de Jean-Pierre Cot au moment où tous deux tentèrent d'abolir la Françafrique et furent tués politiquement par la Mitterrandie.

Ces souvenirs me ramènent aussi à l'erreur - une erreur, pire qu'un crime - de la quasi-totalité de la gauche européenne, qui ne comprit pas ou ne voulut pas comprendre que la cause de la décolonisation économique et culturelle en Afrique rejoignait la cause de la justice sociale et de la participation réelle au pouvoir en Europe, et même se confondait avec elle. Nous portons aujourd'hui encore les stigmates de cette erreur.

Plus profondément peut-être, nous l'avons dit au départ, la critique fondamentale que fait Tchuindjang Pouemi du franc CFA vaut aujourd'hui pour l'euro. Son existence dépouille en effet de la souveraineté monétaire les pays membres de l'Union européenne, au profit non pas d'une entité supérieure bienveillante mais d'un conglomérat de financiers, de banquiers d'affaires et de fonctionnaires qui ont mis les économies sous tutelle financière et monétariste, faisant prévaloir les intérêts du court terme sur les investissements à long terme, physiques et sociaux, gages d'avenir. Aux profiteurs de la Françafrique succèdent ainsi les lobbyistes de Bruxelles, qui écrivent trop souvent les textes que reprennent des fonctionnaires ayant perdu le sens de l'intérêt public et disposant de moins de moyens que leurs interlocuteurs.

L'on passait il y a plus de quarante ans un film intitulé « La Cina é vicina », la Chine est voisine, frappé du coin de l'idéologie « maoïste » occidentale. Nous pourrions aujourd'hui dire avec bien plus de pertinence que l'Afrique est voisine : nous souffrons de la même maladie monétariste qui peu à peu a tout contaminé dans l'économie mondiale. Ceux qui ne me croient pas peuvent le demander aux Grecs, aux Espagnols et si nous continuons ainsi, se le demander bientôt à eux-mêmes, en France.

Heureusement, la pensée de combattants comme Joseph Tchuindjang Pouemi reste bien vivante et nous encourage, par delà les années, dans notre propre combat, pour lui donner la dimension que nos prédécesseurs européens n'ont pas su ou voulu reconnaître.

Jacques Cheminade

### **Sélection bibliographique**

#### **Ouvrages de Joseph Tchuindjang Pouemi**

- Monnaie et indépendance nationale (1977)
- Monnaie, servitude, liberté : la répression monétaire en Afrique (1981)
- Thèse de Sciences économiques : « *Les critères de choix des projets d'investissement en pays sous-développés par les organismes internationaux, fondements théoriques et problèmes d'application* », sous la direction de Pierre Massé.

#### **Articles**

- Les pays sous-développés dans la jungle monétaire internationale (1975)
- A la recherche du temps perdu dans les relations économiques internationales (1976)
- Progrès technique, production et chômages (1987)